



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 9 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 décembre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme FLORENTIN à Mme HERMILLY, M. ELIAS à M. BALDES, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, Mme BESNAULT à M. BODIN

Etait absente:

Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

20 – CREATION DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP) : BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE ET ARRET DU PROJET AVANT AVIS DE LA COMMISSION REGIONALE DU PATRIMOINE ET DES SITES ET MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Depuis le 7 juillet 2008, le Verrou de l'estuaire (composé de la Citadelle de Blaye, du Fort Pâté et du Fort Médoc) est inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, aux côtés de 11 autres sites du Réseau des sites majeurs de Vauban.

Afin de garantir la protection de ce patrimoine exceptionnel, le conseil municipal a formulé un avis sur le principe de création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), par délibération du 24 mai 2007. Cette mesure de protection a pour objectifs principaux :

- L'adaptation des abords de monuments historiques : conservation et mise en valeur de perspectives majeures sur des monuments,
- Une meilleure prise en compte des espaces architecturaux, urbains et paysagers pour leurs qualités propres et leur valeur patrimoniale intrinsèque,
- Une volonté d'harmoniser et de compléter les protections existantes relatives au patrimoine naturel et bâti afin d'en assurer la gestion cohérente,
- Une gestion transparente grâce à la rédaction d'un énoncé des règles soumises à enquête publique et opposables aux tiers.

Par délibération du 28 avril 2009, le conseil municipal a mis à l'étude la création de la ZPPAUP. Le périmètre de cette zone s'étend sur les communes de Blaye et de Cussac-Fort-Médoc.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite « Grenelle 2 ») a introduit dans le code du patrimoine et en particulier aux articles L 642-1 à L 642-10 le dispositif des « Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine » (AVAP) et le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 en a défini le contenu et la procédure d'établissement.

L'AVAP est une servitude d'utilité publique.

Cette aire doit définir les enjeux patrimoniaux culturels du territoire, déterminer les objectifs permettant d'en assurer la protection patrimoniale dans toutes ses composantes (architecturale, urbaine, historique, archéologique et paysagère) et mettre en œuvre les modalités de leur gestion raisonnée en fonction de la spécificité des lieux ainsi que des principes liés au développement durable. Cette transformation porte notamment sur un volet environnemental intégré à l'étude et sur la création d'une instance consultative : la commission locale AVAP (CLAVAP).

Cette instance a pour mission d'assurer le suivi de l'élaboration et la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP. Dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux, elle peut être consultée par l'autorité compétente.

Suite à cette modification, par délibération du 26 juin 2012, le conseil municipal a donc défini les modalités de concertation avec la population pour l'AVAP (réunions publiques, information et articles dans le bulletin municipal, informations dans la presse, tenue d'une registre en mairie, permanences d'élus et techniciens, exposition, brochures), et créé une commission locale de l'AVAP.

Conformément aux modalités définies dans la délibération du 26 juin 2012, la concertation préalable s'est effectuée selon les modalités suivantes :

Moyens d'information utilisés :

- ✓ articles dans le journal municipal « Blaye Infos » (6 articles)
- ✓ articles sur le site internet de la commune (avec diffusion d'une vidéo pour la concertation avec les habitants)
- ✓ campagne d'affichage sur la commune (pour annoncer les réunions de quartier)
- ✓ distribution de prospectus toutes boîtes aux lettres pour les réunions publiques
- ✓ Publications insérées dans la presse (via les quotidiens « Sud Ouest » et « Haute Gironde ») (12 articles)

Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- ✓ Réunions publiques (communes avec le Plan Local d'Urbanisme, les deux démarches d'élaboration de ces projets ayant été menées en parallèle)
 - 4 réunions publiques par quartiers (territoire communal divisé en 4 quartiers : le centre ancien (centre-ville), la zone est (quartier pavillonnaire), le quartier sud (Bacalan / Sainte Luce) et l'entrée nord de la ville) organisées afin de comprendre l'expérience de la vie quotidienne des habitants et leurs manières de penser le territoire : rencontres organisées tous les jeudis du 3 au 24 juin 2010.
166 Blayais se sont mobilisés à cette occasion, soit 3,5% de la population.
 - 1 réunion publique à destination de tous les habitants de la commune (24 septembre 2014) : présentation du projet d'AVAP avant arrêt.
- ✓ Entretiens avec l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme
Il est affiché sur le site internet de la mairie que l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme peut recevoir les habitants sur rendez-vous.
Cela a notamment permis à des blayais de formuler leurs interrogations sur les incidences de l'AVAP sur leur(s) parcelle(s).

Bilan de cette concertation :

Cette concertation a notamment permis d'enrichir le diagnostic du territoire par la réalisation du rapport de présentation.

Toutes les observations formulées grâce à ces différents moyens de concertation ont été étudiées, et ont parfois abouti à une adaptation du projet.

Le projet qui est soumis au Conseil Municipal pour approbation est le résultat de l'étude qui a été conduite conjointement par les Villes de Blaye, de Cussac-Fort-Médoc et l'architecte des Batiments de France. Cette étude a été réalisée par ArchiStudio – Metropolis – Celine Le Maire et Fabien Charlot.

Les différentes pièces constitutives du projet d'AVAP sont présentées au conseil municipal :

- Un rapport de présentation qui expose les motifs et les objectifs de l'AVAP, ainsi que les particularités historiques, géographiques, urbaines, architecturales et paysagères des territoires communaux,
- Un document graphique qui porte délimitation de la zone en quatre secteurs identifiés : site formant le verrou de l'estuaire, ville historique de Blaye et ancien bourg de Cussac, paysage viticole, et prairies humides et palus,
- Un règlement constitué de prescriptions.

Ce dossier d'arrêt du projet sera soumis à l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) prévue à l'article L 612-1 du code du patrimoine, le 11 décembre 2014. Ce projet donnera également lieu à l'examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées au b) de l'article L 123-16 du code de l'urbanisme.

Il sera ensuite soumis à enquête publique, conformément aux dispositions de l'article L 642-3 du code du patrimoine.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2009 prescrivant la mise à l'étude de la création de la ZPPAUP,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite « loi Grenelle II »), du décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011 et de la circulaire du 2 mars 2012 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 juin 2012 ayant pour effet de substituer le dispositif de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) au régime juridique de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), de définir les modalités de concertation avec la population, et de créer une commission locale de l'AVAP ;

Vu l'avis favorable de la Commission locale de l'AVAP en date du 30 octobre 2014 ;

Il est proposé au conseil municipal :

- d'arrêter le projet d'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération, et prendre acte du bilan de la concertation préalable ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à transmettre pour avis le projet d'AVAP à Monsieur le Préfet pour saisine de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), ainsi qu'à l'ensemble des Personnes Publiques Associées.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 10/12/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20141209-18690-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

